

Le terrorisme en Allemagne fédérale

Tilmann Chladek

Citer ce document / Cite this document :

Chladek Tilmann. Le terrorisme en Allemagne fédérale. In: Politique étrangère, n°4 - 1986 - 51^eannée. pp. 937-949;

doi : <https://doi.org/10.3406/polit.1986.3619>

https://www.persee.fr/doc/polit_0032-342x_1986_num_51_4_3619

Fichier pdf généré le 13/04/2018

Résumé

Face à un terrorisme de gauche apparu à la fin des années 60, à un terrorisme de droite nostalgique des idées du IIIe Reich, et enfin à un terrorisme importé, ce qui frappe dans la lutte antiterroriste en RFA, par rapport à celle des autres pays occidentaux, c'est l'importance du recours au législatif. Chaque nouvel attentat est suivi d'une réponse juridique, d'un durcissement des lois. Après des résultats importants au début de la vague terroriste, l'on peut se demander, aujourd'hui, quelle est l'efficacité de ce dispositif juridique et policier renforcé qui a divisé et divise encore les partis politiques et l'opinion. Ainsi, depuis 1982, le noyau dur de la RAF n'a pas été réellement inquiété. Les mouvements terroristes ont su aussi tirer les leçons de la répression, leurs armes se révélant encore plus psychologiques que militaires. En fait, la démocratie ne peut gagner la bataille contre le terrorisme que si elle parvient à rétablir le consensus sur la nécessité de défendre à tout prix, quels que soient les problèmes politiques et sociaux du moment, la base de son système, à savoir la représentativité.

Abstract

Terrorism in West Germany, by Tilmann Chladek

The Federal Republic has had to combat the leftist terrorist movement which appeared in the late sixties, rightist terrorists nostalgia for the Third Reich, and, finally, imported terrorism. The striking difference in German anti-terrorist measures compared to those of other countries is their reliance on legislation. Every new terrorist act has been followed by a toughening of the law. Though the strengthened powers of the police produced some good results in the early phase of the terrorist wave, their effectiveness is now in question and continues to be a divisive issue both in politics and public opinion. Thus, since 1982, the hard core of the Red Army Faction has not really been seriously threatened. Terrorist movements have also learned their lessons from repression and have taken to psychological rather than military warfare. To maintain the struggle against this kind of threat and to meet its costs, requires political mobilisation of the first order, and a public acceptance that its legitimacy outweighs all other political and social goals.

Tilman CHLADEK *

Le terrorisme en Allemagne fédérale

C'est en 1967, un an après la constitution à Bonn d'un gouvernement de grande coalition entre la CDU/CSU et le SPD, qu'une large fraction de la jeunesse bourgeoise et intellectuelle faisait voler en éclats le consensus politique qui régnait dans la société ouest-allemande de l'après-guerre. Ce qu'elle voulait, c'était détruire le capitalisme et mettre en place une « vraie » démocratie définie selon les critères marxistes. En juin 1967, à l'occasion de la visite officielle du Shah d'Iran à Berlin-Ouest, des affrontements très violents eurent lieu entre les étudiants et la police, activement soutenue par des groupes d'Iraniens venus acclamer le Shah. Ces affrontements firent une première victime : Benno Ohnesorg, abattu par un policier. Un an plus tard, au cours des manifestations qui suivirent la tentative d'assassinat de Rudi Dutschke, « théoricien » de la gauche étudiante, deux passants furent tués par des jets de pierres à Munich.

Les débuts du terrorisme de gauche

Dans cette société parallèle d'étudiants toujours prêts à descendre dans la rue et désireux d'inventer de nouveaux modes « antibourgeois » de vie communautaire, on vit apparaître des groupuscules qui ne voulaient plus se contenter d'analyses marxistes et de manifestations de rue pour exprimer leur refus radical du système politique. Au travers d'actes de violence concertés, contre des personnes et des biens, ils entendaient mettre en évidence les contradictions existant selon eux au sein de l'Etat et de la société et, par leur exacerbation, créer une situation révolutionnaire. Si les incendies criminels dans deux grands magasins de Francfort, le 2 avril 1968, évoquent encore, dans leur exécution, le canular qui a mal tourné, la libération par la violence, le 14 mai 1970, d'un des incendiaires, Andreas Baader, peut en revanche être considérée comme le premier pas sur la voie

* Rédacteur à Bonn de la revue *Europa-Archiv*.

du terrorisme. Les groupes les plus connus à cette époque sont le groupe Baader-Meinhof et à partir de 1971-1972 le « Mouvement du 2 juin ». Les « Cellules révolutionnaires » se manifestèrent pour la première fois en 1973.

Même si elle ne fut pas toujours cohérente, la réaction de l'Etat à ces provocations ne se fit pas attendre et, dès le mois de juin 1972, les principaux leaders du groupe Baader-Meinhof ou, pour les appeler par le nom qu'ils s'étaient eux-mêmes donné, la « Fraction armée rouge » (RAF), étaient arrêtés. Mais lorsque, le 27 février 1975, Peter Lorenz, membre important de la CDU berlinoise, fut enlevé, les responsables politiques cédèrent aux revendications des preneurs d'otages : le 3 mars, cinq terroristes emprisonnés étaient libérés et mis dans un avion à destination du Sud-Yémen. Par contre, lors de l'attaque de l'ambassade d'Allemagne à Stockholm par la Fraction armée rouge, le 24 avril 1975, le gouvernement fédéral refusa catégoriquement de céder à nouveau.

Un calme relatif sembla alors se rétablir. Mais, après le suicide d'Ulrike Meinhof dans sa cellule, le 8 mai 1976, il s'avéra que ce calme n'était qu'apparent. En l'espace de quelques semaines, manifestations violentes, attentats à la bombe et incendies criminels, dont certains firent des victimes, se succédèrent. L'année 1977 fut marquée par toute une série d'assassinats : le procureur général Buback et deux de ses gardes du corps le 7 avril, le banquier Jürgen Ponto le 30 juillet et enfin le 5 septembre, à Cologne, l'enlèvement du « patron des patrons », Hanns-Martin Schleyer, au cours duquel son chauffeur et ses trois gardes du corps furent abattus. Cette escalade aboutit au détournement du Boeing de la Lufthansa à Palma de Majorque par lequel les terroristes cherchaient à mettre en échec la tactique de l'immobilisme adoptée par le gouvernement fédéral dans l'affaire Schleyer. Après une longue errance, les otages purent être libérés, le 18 octobre, à Mogadiscio en Somalie, grâce à l'intervention d'une unité spéciale de la police des frontières, le GSG 9.

C'est pour cela que, dans la nuit du 18 octobre, les chefs historiques de la RAF, Gudrun Ensslin, Andreas Baader et Jan Carl Raspe, mettaient fin à leurs jours, dans leurs cellules de Stammheim. Le mois suivant, c'était le tour d'Ingrid Schubert, détenue à Munich. De leur côté, les ravisseurs de Schleyer ripostaient au succès des forces de sécurité par le meurtre de leur otage dont le corps fut découvert, sur une indication donnée par un coup de téléphone anonyme, le 19 octobre à Mulhouse en Alsace. Ces événements marquèrent la fin de la « première génération » de la RAF, tandis qu'il existait déjà deux autres « générations ».

La « deuxième génération » était apparue en 1973 à Hambourg, après l'arrestation des fondateurs de la RAF. Mais les membres de ces groupes furent arrêtés par la police de Hambourg, après avoir

été surveillés un certain temps par la Verfassungsschutz (Office de protection de la Constitution), et avant même d'avoir eu une activité quelconque.

La « troisième génération » s'est recrutée à l'intérieur du « Comité contre la torture par l'isolement sensoriel » qui travaillait en toute légalité, et dans d'autres groupes analogues qui essayaient de défendre devant l'opinion publique les objectifs des terroristes de la RAF emprisonnés et luttait pour une amélioration de leurs conditions de détention. Des membres du « Mouvement du 2 juin » et du « Collectif socialiste de patients » (SPK) de Heidelberg vinrent renforcer les rangs de ces terroristes. Leur première action spectaculaire fut l'occupation de l'ambassade d'Allemagne à Stockholm le 24 avril 1975 qui dégénéra, de leur fait, en catastrophe (4 morts, dont 2 terroristes). Toutes leurs actions étaient encore contrôlées par les chefs historiques emprisonnés à Stammheim qui avaient pu établir, grâce à certains avocats, un réseau très dense d'informations. L'activité de ces groupes culmina dans les attaques de banques, les attentats et les enlèvements des années 1976-1977.

Après le suicide de ses chefs historiques, la « troisième génération » se retrouva abandonnée à elle-même et affaiblie par de nombreuses arrestations. Mais, par l'attentat manqué contre Alexander Haig, commandant suprême de l'OTAN, le 25 juin 1979, et surtout à partir de 1981, dès qu'elle eut à nouveau rassemblé suffisamment de moyens financiers et humains, elle fit la preuve de sa vitalité retrouvée en exécutant toute une série d'attentats graves, en particulier contre des officiers et des installations américains. Nombreux furent ceux qui pensèrent qu'un coup décisif venait d'être porté à la RAF lorsque, le 16 novembre 1982, ses meneurs — Brigitte Mohnhaupt, Aldelheid Schulz et, cinq jours plus tard, Christian Klar — furent arrêtés. La découverte de nombreuses caches d'armes, où l'on trouva également de l'argent et des faux papiers, pouvait en effet laisser penser que toute l'infrastructure avait été démantelée. Mais le meurtre du diplomate allemand, Gerold von Braunmühl, le 10 octobre 1986, montre que l'hydre a redressé la tête.

Le terrorisme d'extrême droite

Le terrorisme de gauche, qui a davantage les honneurs de la presse et dont la philosophie suscite en général plus de sympathie, ne doit pas faire oublier le terrorisme de droite. On y retrouve la « vieille droite » où jeunes et vieux (du point de vue des classes d'âges sa structure est très différente du terrorisme de gauche) continuent à vouloir livrer les batailles du III^e Reich. Leur idéologie raciste et antisémite vise aujourd'hui tout particulièrement les immigrés. Partisans d'Hitler et de son idéologie de Führer, ils rejettent bien sûr la démocratie parlementaire. Leurs attentats prennent pour cibles des

foyers de travailleurs étrangers, avec l'intention parfois très claire de tuer, mais également des organismes d'Etat et des symboles de la division de l'Allemagne (le mur de Berlin, et récemment la prison des criminels de guerre à Spandau). En décembre 1980, un éditeur juif et son amie étaient assassinés à Fürth : leur assassin supposé, Uwe Behrendt, se réclamait du groupe paramilitaire « Hoffmann ». C'est également à ce groupe paramilitaire, interdit dès le 30 janvier 1980, qu'était lié l'étudiant qui fut déchiqueté par l'explosion de la bombe qu'il transportait — une grenade de 9 kg, de fabrication britannique — à la fête de la bière de Munich, en septembre 1980. Cette explosion fit 12 autres morts et blessa 200 visiteurs de la fête. On ne sait toujours pas aujourd'hui quel était le véritable objectif de cet attentat et s'il y avait des complices.

Une autre variante du terrorisme de droite peut être rangée sous l'étiquette de la « Révolution nationale ». Arrêté à Paris, en avril 1985, en même temps qu'un Arabe, Mohamed Ghadban, Odfried Hepp, était lui aussi, à l'origine, un membre du groupe Hoffmann, bien qu'il ait publié en 1983, avec son ami Walter Kexel, un désaveu du néonazisme. L'année précédente, leur petit groupe avait commis plusieurs hold-up contre des banques, destinés à financer leurs activités, et deux attentats à l'explosif contre des soldats américains, « *ces occupants impérialistes* ». Leur idéologie, comme celle d'autres groupes analogues, emprunte certains de ses éléments à l'aile « gauche » du parti nazi (représentée par Gregor et Otto Strasser, dont l'un fut assassiné sur l'instigation d'Hitler et l'autre exilé) et aux luttes de « libération nationale » d'autres peuples, principalement les Palestiniens. Ce n'est pas un hasard si, au cours de son procès à Paris en 1986, Hepp se présenta comme un membre du FLP d'Abou Abbas et de l'OLP.

En fin de compte, ce terrorisme, qui s'appuie sur une mouvance d'extrême-droite d'environ un millier de personnes et auquel on a imputé 69 actes de violence au cours de l'année 1985, est pourtant moins important que le terrorisme de gauche parce qu'il lui manque cette base idéologique que le marxisme, aussi mal interprété soit-il, fournit au terrorisme de gauche. Le nazisme est trop discrédité pour pouvoir servir de support idéologique au mécontentement de larges couches de la population. Or le terrorisme de droite peut devenir ponctuellement dangereux lorsqu'il exploite les problèmes liés aux étrangers.

Le terrorisme importé

La France n'est pas le seul pays à être touché par le terrorisme d'origine étrangère. Le cas le plus célèbre en République fédérale est l'attaque du commando terroriste palestinien « Septembre noir » contre l'équipe israélienne des Jeux olympiques de Munich, le 5 septem-

bre 1972, attaque qui se termina par le massacre des otages et de 5 preneurs d'otages. Les armes utilisées par les terroristes étaient vraisemblablement entrées dans le pays par la valise diplomatique libyenne. Cette action fut à l'origine de la création de l'Unité antiterroriste de la police fédérale, le GSG 9, qui intervint à Mogadiscio.

Mais les années 80 ont elles aussi apporté leur lot d'attentats commis par des groupes étrangers, la plupart dirigés contre des cibles étrangères. Des terroristes irlandais attaquèrent des casernes britanniques, des terroristes arméniens, membres de l'ASALA, firent exploser une bombe le 25 août 1983 à la Maison de France, à Berlin-Ouest (1 mort, 23 blessés). Des émissaires du gouvernement libyen abattirent en 1980 et 1985 à Bonn 2 exilés libyens ; quant aux attentats à l'explosif du 19 juin 1985 dans la salle d'attente de l'aéroport international de Francfort et du 23 novembre 1985 dans un supermarché pour citoyens américains à Francfort, ils portent également la signature de terroristes du Proche-Orient, vraisemblablement venus de l'Iran.

Enfin deux autres bombes explosèrent à Berlin-Ouest, l'une le 29 mars 1986 au siège de la Société germano-arabe et l'autre le 5 avril 1986 dans une discothèque fréquentée principalement par des soldats américains. Cette deuxième explosion, qui coûta la vie à 3 clients de la discothèque et fit plus de 200 blessés, détermina le président Reagan à lancer l'attaque aérienne contre Tripoli et Benghazi le 15 avril. Le contenu de certains messages radio, émis par l'ambassade libyenne à Berlin-Est et décodés par les Américains, avait en effet révélé que l'ambassade avait au moins eu connaissance du projet d'attentat.

L'arrestation et le jugement à Berlin-Ouest de Farouk Salameh et de Ahmad Hazi, ont démontré depuis que l'ambassade syrienne avait vraisemblablement aussi des responsabilités dans l'attentat du 29 mars : Hazi, Palestinien de Jordanie, est le frère de Nezar Hindawi condamné à Londres en octobre 1986, à quarante-cinq ans de prison. Selon la sentence prononcée par le tribunal britannique, Hindawi est convaincu d'avoir tenté, le 17 avril 1986, sur ordre de l'ambassade syrienne à Londres et avec son appui, d'introduire une bombe à bord d'un Jumbo de la compagnie israélienne El Al, par l'intermédiaire de sa fiancée irlandaise qui n'était au courant de rien. Si la bombe n'avait pas été découverte à temps, l'avion aurait explosé en vol au-dessus de l'Autriche avec ses 300 passagers à bord.

A côté de ce genre d'attentats spectaculaires, on continue à voir des étrangers régler armes au poing leurs différends politiques sur le sol de la République fédérale. Mais cela ne débouche sur le terrorisme que lorsqu'il s'agit d'une lutte systématique et organisée, comme il y a quelques années, entre les nationalistes croates et les services

secrets yougoslaves ou récemment entre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et leurs adversaires turcs.

Structures et objectifs du terrorisme

Le terrorisme étranger est certes le plus facile à décrire et à comprendre dans sa logique interne mais, à long terme, il est aussi le plus difficile à combattre. Ses bases sont à l'étranger et ses mobiles ont en général pour origine des événements qui ne concernent en rien la République fédérale. La politique du gouvernement fédéral, dans toutes les zones de crise et de tension, est en effet si prudente que pratiquement aucun gouvernement étranger, aucun groupe terroriste, n'a encore éprouvé le besoin de le soumettre au chantage du terrorisme. Les terroristes étrangers mènent des actions ponctuelles en rapport avec leur lutte dans leur pays d'origine et ils n'ont donc pas besoin de séjourner longtemps en République fédérale. C'est la raison pour laquelle on ne pourra pas éliminer totalement ce type de terrorisme si certains pays continuent à le considérer comme une forme légitime de combat. Et *a fortiori* si certaines ambassades lui fournissent un soutien bien peu diplomatique.

Le terrorisme d'extrême droite

Ce sont évidemment les pires souvenirs historiques qui reviennent en mémoire lorsque des attentats et des meurtres sont commis au nom de l'idéologie national-socialiste. Pourtant il ne semble pas que le terrorisme d'extrême droite en Allemagne fédérale, pas plus que, par exemple, les « Commandos contre l'invasion maghrébine » en France, puisse réellement mettre la démocratie en danger. Les néonazis et les partisans de la Révolution nationale diffèrent des terroristes de gauche non seulement par leurs analyses politiques et leur idéologie qui ne peuvent guère trouver un écho favorable dans de larges couches de la population, mais aussi par leur structure organisationnelle qui est plus faible. Un groupe terroriste de droite survit rarement à la perte de ses dirigeants.

Le terrorisme d'extrême gauche

Nous avons vu que le terrorisme d'extrême gauche avait réussi à surmonter tous ses échecs. Examinons de plus près sa situation actuelle.

● La RAF (Fraction armée rouge)

La RAF est, aujourd'hui encore, l'organisation la plus puissante. De l'avis des autorités compétentes, on peut y distinguer trois niveaux organisationnels.

Au sommet, le commandement qui, selon les diverses sources, regroupe environ 20 à 25 personnes. Elles se répartissent en petits groupes qui sont en contact les uns avec les autres. C'est à ce niveau que se recrutent les terroristes qui exécutent les « grands » attentats meurtriers contre l'armée (américaine en particulier), l'industrie (l'énergie nucléaire et l'armement), la police et le gouvernement (le diplomate von Braunmühl). Après les arrestations de Mohnhaupt, Schulz et Klar, il a fallu presque trois ans à la RAF pour renouer avec cette stratégie en assassinant le président-directeur général de la MTU, Ernst Zimmermann, le 1^{er} février 1985. Ce meurtre, préparé sur le plan de la propagande par la grève de la faim des détenus fin 1984-début 1985, fut suivi, le 8 août, d'un attentat à la bombe sur l'aéroport militaire américain de Francfort, qui fit 2 morts et 11 blessés. Les terroristes s'étaient procuré le laissez-passer nécessaire à l'exécution de cet attentat en assassinant la veille un simple soldat américain. Presque un an plus tard, le 9 juillet 1986, le physicien nucléaire, Kurt Beckurts, membre du conseil d'administration de Siemens, était tué avec son chauffeur Eckard Groppler, par l'explosion d'une bombe ; et le 10 octobre, deux personnes masquées abattaient à Bonn un proche du ministre des Affaires étrangères Genscher, Gerald von Braunmühl. (Une des armes utilisées était le revolver qui avait servi à assassiner Hanns-Martin Schleyer neuf ans auparavant.)

Le niveau suivant est celui des « militants clandestins », (environ 100 à 200 personnes). Ils exécutent des attentats contre les bâtiments et les installations désignés à leur vindicte par la RAF, en général à l'explosif, mais rarement avec l'intention manifeste de tuer. Ensuite viennent, sans que l'on puisse les délimiter clairement deux cercles composés de 1 000 à 2 000 personnes. Les membres du cercle plus restreint participent parfois à des attentats ou à des actions de sabotage tandis que le cercle, à la fois plus large et plus éloigné du sommet, a pour tâche principale de diffuser les idées de la RAF dans les milieux de gauche.

Cette brève description montre à quel point il est difficile d'infiltrer la RAF. Jusqu'à présent elle n'a pas commis l'erreur des Brigades rouges italiennes, qui, trop confiantes dans leurs propres forces, connurent une expansion si rapide que bientôt plus personne ne put se porter garant de la loyauté des nouveaux venus.

L'analyse politique de la RAF a fondamentalement très peu changé par rapport à ce que la « première génération », avec Ensslin, avait élaboré en prison. Elle continue à considérer les Etats de l'Europe de l'Ouest comme des éléments du « système impérialiste mondial » qui selon elle ne se maintient en place que par le pillage du Tiers-Monde. L'hégémonie des Etats-Unis, toujours présentés comme la

clef de voûte de cet impérialisme, serait très sérieusement menacée par le développement économique et les luttes de libération nationale du Tiers-Monde. C'est la raison pour laquelle ils tenteraient de rassembler derrière eux et sous un commandement fort et unifié les Etats d'Europe occidentale. Les piliers de cette stratégie étant la République fédérale d'Allemagne et la France, il faudrait donc détruire à tout prix l'« axe Paris-Bonn ».

Les efforts de la RAF pour collaborer avec d'autres groupes terroristes se fondent sur cette analyse. L'histoire de la RAF commence dans les camps palestiniens et au Yémen du Sud où se sont formés quelques-uns des premiers terroristes. Certains d'entre eux participèrent ensuite à des actions palestiniennes et à celles du tristement célèbre Carlos. Cette collaboration a cessé après Mogadiscio, en 1977. Par contre, la RAF n'a jamais essayé sérieusement de travailler avec les Brigades rouges.

Les terroristes de la RAF ont longtemps utilisé la France comme base de repli après leurs actions en Allemagne fédérale. Ils y trouvaient dans les années 70 un soutien matériel et surtout idéologique. Depuis le début des années 80, la RAF essaie de mettre sur pied des formes plus actives de coopération internationale, en particulier avec le groupe AD (Action directe, entre temps également interdit). L'attentat contre une école de la Bundeswehr à Bad Ems, le 22 octobre 1983, est peut-être le premier attentat à l'explosif qui ait été préparé en commun par la RAF, AD et le COLP italien (Commando per la Liberazione Proletaria). L'existence d'une collaboration logistique ne fait aucun doute : les 816 kg d'explosifs, volés dans la nuit du 2 au 3 juin 1984 près d'Ecaussines en Belgique, ont servi pour des attentats de la RAF et d'Action directe mais également pour ceux des Cellules communistes combattantes (CCC) et du FRAP (Front révolutionnaire d'action prolétarienne) belges. Enfin le 15 janvier 1985, la RAF et Action directe publiaient un communiqué annonçant leur intention de coopérer dans l'organisation de la « guérilla en Europe de l'Ouest ».

Dans le texte revendiquant l'assassinat de von Braunmühl, les auteurs anonymes, qui réitérent ces déclarations de principe, dénoncent également le rôle important que jouerait, selon eux, la Coopération politique européenne (CPE) dans ce qu'ils considèrent comme une stratégie visant à empêcher ou à réprimer les révolutions au Proche-Orient (von Braunmühl occupait, entre autres, un poste important à la CPE). Les efforts des Etats de la Communauté européenne pour établir un dialogue euro-arabe n'auraient pas d'autre objectif que de prévenir une explosion sociale et politique au Proche-Orient et de construire un front contre le mouvement révolutionnaire arabe.

- Les cellules révolutionnaires

Les cellules révolutionnaires fondent leur refus de la société ouest-allemande sur des arguments idéologiques assez semblables à ceux de la RAF, mais elles s'opposent, du moins en théorie, à son activisme subjectif. En prenant pour cibles de leurs attentats des institutions contestées par de larges couches de la population, elles espèrent se lier plus étroitement aux « masses populaires » et créer un jour une « base révolutionnaire ».

A la différence de la Fraction armée rouge, longtemps organisée de manière très hiérarchique, les Cellules révolutionnaires sont constituées de petits groupes n'ayant qu'un lien très lâche entre eux. Leurs membres ne vivent pas dans la clandestinité et c'est en quelque sorte en sortant de leur travail qu'ils exécutent leurs attentats. Ils choisissaient leurs cibles, ces dernières années, dans les milieux de la finance et de l'industrie (l'armement et l'informatique) et plus récemment au sein des organismes officiels de l'immigration (exactement comme AD en France !). L'attentat contre le chef de l'Office de l'immigration de Berlin, Harald Hollenberg, qui fut blessé aux jambes le 30 octobre 1986, n'est pas le premier attentat des Cellules révolutionnaires contre des personnes ; en 1978, un avocat avait été lui aussi « jambisé » à Berlin et, le 11 mai 1981, le ministre de l'Economie de la Hesse, Hans-Herbert Karry, fut assassiné dans son lit avec une arme de même calibre que celle qui avait servi pour l'attentat contre Hollenberg.

- Les autonomes

L'idéologie des autonomes est encore moins élaborée que celle de la RAF et des Cellules révolutionnaires, ils sont tout simplement « contre » : contre l'exploitation du Tiers-Monde, contre l'armement nucléaire en République fédérale, contre les fichiers informatisés et surtout contre l'énergie nucléaire. Leur « être-contre » s'exprime tout particulièrement dans les manifestations dont ils constituent les troupes de choc et où ils se livrent à des actes d'une extrême violence. On les retrouve sur la piste d'atterrissage de l'aéroport de Francfort, aux abords de la centrale nucléaire de Brokdorf près de Hambourg ou de l'usine de retraitement des déchets nucléaires à Wackersdorf en Bavière. Leurs actions de sabotage se sont multipliées de manière spectaculaire : incendies volontaires, renversement de pylônes à haute tension (entre janvier et octobre, plus de 70 pylônes ont été renversés), plastiquages de voies ferrées. Mais, si on définit le terrorisme comme l'action programmée de groupes, restreints, mais organisés, qui utilisent la violence pour susciter la peur et imposer leur politique, il ne semble pas que l'on puisse ranger les autonomes au nombre des terroristes. Leur potentiel de violence est cependant peut-être plus dangereux pour l'avenir que celui des organisations terroristes plus structurées mais plus petites.

Les contre-mesures de l'Etat

Les premières réactions aux attentats terroristes ont été rapides et efficaces ; deux ans après la libération par la violence de Baader, la plupart des chefs de la RAF étaient déjà sous les verrous. Mais le système de défense des détenus et l'argumentation de leurs avocats ébranlèrent une opinion publique libérale qui, tout en ne partageant pas les idées des terroristes, se demandait si la société ouest-allemande dans son ensemble n'était pas en partie responsable des excès commis par une petite minorité. C'est d'ailleurs ce qui peut expliquer que le gouvernement ait cédé lors de l'enlèvement de Peter Lorenz. Cette capitulation reste à ce jour la plus grande victoire qu'aient remportée des groupes terroristes.

Parallèlement aux mesures policières, la nouvelle menace enclanche un processus de réforme de l'appareil législatif, concernant les procédures judiciaires et pénales. La première loi de cette série a été adoptée en décembre 1974 : elle était censée empêcher l'obstruction dans les procès des terroristes en restreignant les droits habituels des inculpés. En avril 1976, on fit tomber sous le coup de la loi les écrits incitant à la violence et leur propagation. Mais la pièce maîtresse de cette législation est la loi du 19 août 1976 (article 129 a) sur la formation d'associations de terroristes. En septembre 1977, sous le coup de l'enlèvement de Schleyer (voir plus haut), une loi fut votée, selon une procédure d'urgence, qui interdisait aux condamnés ou aux suspects relevant de l'article 129 tout contact avec l'extérieur, y compris avec leurs avocats. Elle fut suivie en 1978 de quatre autres lois destinées à faciliter les enquêtes policières, à imposer l'usage de plaques minéralogiques plus difficilement falsifiables, à limiter le droit de réunion et de port d'armes et à faciliter le déroulement de procès en règle. En 1981 les dispositions pénales concernant l'incitation à la violence furent supprimées et en 1985 les mesures d'interdiction de communiquer avec l'extérieur assouplies.

Ce qui frappe lorsque l'on compare la République fédérale à d'autres pays d'Europe de l'Ouest, c'est la place importante accordée aux lois dans la lutte contre le terrorisme. L'appel au législateur se fait entendre toutes les fois qu'un nouvel attentat est commis. Les débats entre partis politiques tournent souvent exclusivement autour de la question de savoir s'il faut adopter telle ou telle nouvelle loi ou amender telle ou telle loi ancienne. Mais les avis sont très partagés sur les effets des lois actuelles. Certes plus personne ne conteste qu'il faille trouver une réponse juridique à la menace que représente le terrorisme, mais certaines des lois adoptées n'ont rempli qu'imparfaitement leur but (notamment les lois censées accélérer le déroulement des procès), d'autres ont révélé des aspects dont la rigueur, sans doute inutile, n'était pas préméditée.

L'assassinat de von Braunmühl n'en a pas moins suscité la réaction habituelle : il faut durcir les lois. La coalition gouvernementale a voté, en décembre 1986, un ensemble de mesures qui aggravent les peines prévues par l'article 129 a ; l'incitation à la violence redevient passible d'une peine — en réponse aux innombrables publications décrivant la meilleure manière d'abattre un pylône à haute tension — les délits commis par des groupes terroristes étrangers relèvent désormais de la compétence du procureur fédéral. La mesure la plus importante et la plus contestée fut celle que définit une loi provisoire permettant d'acquitter certains terroristes, même lorsqu'ils se sont rendus coupables de délits graves, dans le cas où leurs déclarations permettraient de faire toute la lumière sur certains délits ou d'arrêter des complices. La résistance des députés libéraux fit finalement échouer cette mesure, bien qu'elle existe déjà à certain degré dans d'autres lois. Franz-Josef Strauss, chef du gouvernement en Bavière, critiquait cette décision en disant qu'ainsi les libéraux étaient, du moins en partie, responsables des nouveaux attentats.

Or, le grand débat à propos de cette nouvelle réglementation avait lieu entre le gouvernement et l'opposition du SPD et des Verts. Gouvernement et opposition s'accusaient mutuellement d'aider les terroristes par leur politique respective. Un des porte-parole du parti des Verts est même allé jusqu'à affirmer que ces lois allaient transformer la police allemande en véritable Gestapo, et un de leurs députés soutenait que ces lois ne servaient en rien contre le terrorisme. Elles seraient faites exprès pour « criminaliser » le mouvement contre l'énergie nucléaire.

Il est pourtant fort possible que ce débat passe à côté des vraies questions. D'un point de vue strictement pragmatique, il faudrait mieux se demander si des mesures de ce genre peuvent avoir une efficacité quelconque face à une organisation ayant une structure aussi solide idéologiquement — et psychologiquement, du fait de la clandestinité — que la RAF ou aussi cloisonnée que les Cellules révolutionnaires.

Pour pouvoir appliquer une loi pénale, il faut naturellement que la police arrête les terroristes et, dans ce domaine, le terrorisme a eu des effets considérables : toutes les polices (qui en République fédérale relèvent des différents Länder) ont augmenté leurs effectifs depuis 1970. En outre, au niveau fédéral, le BKA (Bundeskriminalamt) a été profondément remanié, tant sur le plan de son personnel que de son infrastructure matérielle (informatisation et utilisation des sciences naturelles). En 1970, il avait un budget de 39 millions de marks et employait 1 211 personnes, en 1986 son budget s'élève à 287,9 millions de marks et il emploie 3 387 personnes. En Allemagne fédérale, bien plus que dans les autres pays d'Europe, la population est invitée, par la télévision ou par voie d'affiches, à coopérer avec la police qui a pu ainsi procéder à toute une série d'arrestations.

Et pourtant la police enregistre moins de succès dans ses recherches. Quelques-uns des terroristes les plus importants des années 70 n'ont toujours pas été arrêtés et le nouveau noyau dur de la RAF, formé depuis 1982, n'a pas été beaucoup inquiété. Cela s'explique par le fait que les terroristes ont eux aussi su tirer les leçons de ces dernières années et qu'ils ne commettent plus les erreurs qui ont conduit leurs prédécesseurs en prison. Horst Herold, directeur du BKA jusqu'en 1982, citait récemment une deuxième raison : le souci accru, et peut-être hypertrophié, de protéger les citoyens d'un usage abusif des fichiers informatisés a conduit les différents services de police (l'Office de protection de la Constitution, la Police des frontières, et les polices criminelles de la fédération et des différents Länder) à n'échanger leurs informations que lorsqu'ils sont couverts par une loi. Il est à cet égard symptomatique que, dans l'ensemble des mesures adoptées par la coalition en octobre 1986, une loi spéciale ait été prévue pour autoriser la police à accéder directement au fichier central des véhicules immatriculés. Les réserves émises par le FDP ont empêché jusqu'à présent que soient soumises au Parlement des lois réglementant ces questions de manière plus globale et efficace.

Réaction de la société au terrorisme

C'est finalement la manière dont réagit la société qui décide de la victoire ou de la défaite du terrorisme. Si on le définit comme la lutte acharnée d'un petit groupe qui utilise la violence en vue de modifier la psychologie de la société dans son ensemble et par là même d'obtenir une transformation politique radicale, le terrorisme ne peut faire la conquête militaire d'un pays. Ce ne sont pas des territoires qu'il cherche à occuper mais les consciences. C'est pourquoi les gouvernements et les médias, dans une démocratie, ont une tâche essentielle à assumer : ils doivent informer objectivement les citoyens sans minimiser les actes de violence mais sans chercher non plus à en exploiter l'aspect sensationnel. Dans le premier cas, ils berceraient les citoyens d'une fausse tranquillité, dans l'autre ils susciteraient une panique et offriraient au terrorisme la scène et les projecteurs dont il a absolument besoin.

La panique ne serait pas justifiée car citoyens et hommes politiques doivent garder présent à l'esprit le fait que le bilan des pertes en vies humaines et des dommages matériels occasionnés par le terrorisme est infiniment moins lourd que celui des accidents de la route d'une année entière. Cette remarque ne vise en aucun cas à réduire ou déconsidérer le danger ou les victimes du terrorisme mais elle veut attirer l'attention sur le fait que les armes du terrorisme ne sont pas militaires mais psychologiques.

La démocratie en Allemagne fédérale peut gagner la bataille contre le terrorisme si elle parvient à rétablir le consensus sur la nécessité de défendre à tout prix, et quelle que soit justement l'acuité des conflits sociaux et politiques, le mode de règlement des conflits démocratiques fondé sur la représentativité. En revanche, aussi longtemps qu'il y aura, jusqu'au sein même d'un parti comme les Verts, des groupes sociaux qui éprouvent de la « sympathie » pour les lanceurs de pierres et les scieurs de pylônes à haute tension, le terrorisme ne pourra pas être vaincu.